

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA La Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 23/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE**

LES COUTUMES D AUNEUIL  
ZONE INDUSTRIELLE  
60390 AUNEUIL

Références : IC-R/0229/22-ED/SA

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE implanté LES COUTUMES D AUNEUIL ZONE INDUSTRIELLE 60390 AUNEUIL. L'inspection a été annoncée le 11/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE
- LES COUTUMES D AUNEUIL ZONE INDUSTRIELLE 60390 AUNEUIL
- Code AIOT dans GUN : 0005100850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCES est autorisée sur son site d'Auneuil à exploiter une installation de fabrication de plaques de plâtre.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2009, complété par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2017 autorisant la création d'un second ouvrage de prélèvement d'eau souterraine ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 14 mai 2018 modifiant les valeurs d'émissions des rejets atmosphériques et actualisant le classement ICPE ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 5 avril 2019 relatif aux garanties financières.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- action régionale : déclaration GEREP

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERE / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	/	Sans objet
Déclaration GERE / état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7	/	Sans objet
Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1	/	Sans objet
Déclaration GERE / installations d'incinération	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II (*) +art. 10.1 + art. 10.3	/	Sans objet
Déclaration GERE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet
Déclaration GERE / Installations consommant des solvants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.10.1	/	Sans objet
Déclaration GERE / validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / émissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Respect Prélèvement	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 4.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les informations indiquées dans GERE sont exhaustives et sont estimées à partir des données collectées par l'entreprise et de bases de données.

Il est à noter que les consommations maximales d'eau sur le réseau d'eau public prescrites dans l'arrêté préfectoral du 11/07/2011 n'ont pas été respectées en raison de pannes sur des pompes. Les consommations maximales totales (toutes sources confondues) sont toutefois respectées.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / obligation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à autorisation -ou soumis à enregistrement
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé sa déclaration GEREP concernant les rejets de l'année 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré sa consommation d'eau sur le réseau d'eau public en 2021. Il n'a pas déclaré de consommation d'eau souterraine car en 2021, en raison de problèmes liés à sa pompe, l'exploitant n'a pas prélevé dans son forage. L'exploitant ne déclare pas de volumes d'eau rejetés ni d'émissions de polluants dans l'eau car le site n'a que des rejets d'eaux sanitaires (collectées) et pluviales (infiltrées).  En ce qui concerne les émissions dans l'air, le site dispose d'une installation de combustion supérieure à 20 MW et déclare les 6 polluants obligatoires : CO <sub>2</sub> , CH <sub>4</sub> , N <sub>2</sub> O, NO <sub>x</sub> , SO <sub>x</sub> et TSP. (cf. point de contrôle ultérieur traitant de ce sujet).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés année précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré pour l'année 2021, l'ensemble des paramètres déclarés pour l'année 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / installations de combustion > 20MW

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II et article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO <sub>2</sub> , CH <sub>4</sub> , N <sub>2</sub> O, NO <sub>x</sub> , SO <sub>x</sub> et TSP.  Art.10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare 2 installations de combustion : "cuisson" (l'installation qui sert à chauffer le gypse avant la fabrication du plâtre) et "séchoir" (l'installation qui sert à sécher les plaque de plâtre). Pour chaque installation, il distingue les différents appareils le composant, indique les quantités de combustibles consommées et le nombre d'heures de fonctionnement (relevé part l'outil de pilotage des installations). Il estime les émissions : - de CO <sub>2</sub> et de N <sub>2</sub> O par facteur d'émission, - de CO, NO <sub>x</sub> , poussières, SO <sub>x</sub> et CH <sub>4</sub> par la mesure (le flux est calculé à partir d'une mesure annuelle et du nombre d'heures de fonctionnement de l'installation), En ce qui concerne l'origine des facteurs d'émission, le facteur de CO <sub>2</sub> est donné par le fournisseur d'énergie et celui du N <sub>2</sub> O provient des fichiers de calcul d'un bilan GES de l'ADEME.  Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas déclaré d'émissions dans l'air de N <sub>2</sub> O et de CH <sub>4</sub> pour la cuisson. La déclaration a été mise en révision et l'exploitant a ajouté à sa déclaration GEREP, pour la cuisson, les émissions de N <sub>2</sub> O et de CH <sub>4</sub> estimées par facteurs d'émission provenant de la base de données OMINEA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE / installations d'incinération

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II (*), articles 10.1 et 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe II - (**)Pour les installations d'incinération de déchets non dangereux et les installations d'incinération de déchets dangereux, le seuil de déclaration des 16 polluants suivants est fixé à 0 : NOx, SOx, As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, PCDD/F, Hcl, HF, Co, Mn, TI, V.  Art. 10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions  Art. 10.3 – Informations supplémentaires : le rendement et les quantités de chaleur et d'électricité produites.
<b>Constats :</b> Non concerné : le site ne dispose pas d'installation d'incinération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions de COV)
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> Non concerné : le site ne consomme pas plus de 30 tonnes de solvant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE / Installations consommant des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions de COV)
<b>Prescription contrôlée :</b> Données spécifiques pour les installations : - consommant plus de 30 t/an de solvants - utilisant ou émettant des COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351
<b>Constats :</b> Non concerné : le site n'émet pas ce type de COV.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / validité des données dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (Emissions)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme indiqué précédemment, l'exploitant déclare les émissions du séchoir et de la cuisson.</p> <p>Il estime les émissions :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de CO<sub>2</sub> et de N<sub>2</sub>O par facteur d'émission,</li><li>- de CO, NO<sub>x</sub>, poussières, SO<sub>x</sub> et CH<sub>4</sub> par la mesure (le flux est calculé à partir d'une mesure annuelle et du nombre d'heures de fonctionnement de l'installation),</li></ul> <p>En ce qui concerne l'origine des facteurs d'émission, le facteur de CO<sub>2</sub> est donné par le fournisseur d'énergie et celui du N<sub>2</sub>O provient des fichiers de calcul d'un bilan GES de l'ADEME et de la base de données OMINEA.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant estime les émissions de SO<sub>2</sub> à partir d'une mesure annuelle. Or les émissions de SO<sub>2</sub> dépendent directement de la teneur en soufre des combustibles. L'installation de cuisson a utilisé alternativement du gaz naturel et des produits pétroliers qui ont des teneurs en soufre différentes. En fonction du combustible utilisé lors de la réalisation de la mesure, les concentrations mesurées (et donc utilisées pour calculer les émissions annuelles) peuvent fortement varier. Si la mesure a été faite lors de la combustion de gaz naturel, il peut être considéré que les émissions ont été sous-évaluées et, à l'inverse, si les mesures ont été faites lors de la combustion de produits pétroliers, les émissions ont été surévaluées.</p> <p>Afin d'affiner la justesse de ces estimations de SO<sub>2</sub>, l'exploitant les estimera, dans les prochaines déclarations, par bilan matière ou par facteur d'émissions calculé à partir de la teneur en soufre de chacun des combustibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE / validité des données dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
<b>Constats :</b> Non concerné : l'exploitant ne déclare pas de rejets dans l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE / émissions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas avoir eu d'émissions accidentelles en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Respect Prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvement d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau public : limité à 200 000m3 annuel Forage interne : limité à 122 400 m3 annuel eaux du bassin de récupération : 100 000 m3 annuel  Les prélèvements sont gérés de façon à économiser l'eau potable. Les besoins de l'établissement en eaux sanitaires sont pourvus depuis le réseau public.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré sous GEREPA un prélèvement de 276 602 m3 sur le réseau public en 2021. Il n'a pas déclaré de prélèvement dans les eaux souterraines. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué deux explications à ce dépassement de la quantité d'eau maximale prélevée sur le réseau public : - en 2021, la pompe du puits de forage était en panne, ce qui explique qu'aucune eau souterraine n'a été prélevée. - en 2021, la pompe servant à utiliser dans le process l'eau de pluie récoltée a également été soumise à une série de pannes qui ont empêché l'utilisation de l'eau pluviale (environ 100 000 m3 habituellement). L'exploitant a transmis les échanges de mails avec le fournisseur de la pompe et les différentes factures confirmant la véracité de ces déclarations  Du fait de ces pannes, l'exploitant a compensé les quantités d'eau pluviales et d'eau souterraines qu'il n'a pas été en mesure de prélever par l'eau du réseau public. L'exploitant a indiqué que pour l'année 2022, la pompe permettant l'utilisation de l'eau pluviale ayant été réparée en janvier 2022, la consommation d'eau maximale sur le réseau public autorisée serait respectée.  Il est à noter que la consommation globale du site respecte la consommation globale autorisée (toutes sources confondues).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet